

Dossier Big Brother 3/4

Usurpation d'identité / Le droit à l'oubli / La croisade anti-Facebook / Une identité, quelle identité?

Facebook: pas qu'une histoire d'amis

L'aura de Facebook tremble depuis quelques mois. Alors que le réseau social s'apprête à entrer en Bourse à grand bruit, ses détracteurs dénoncent avec de plus en plus de force la face cachée du groupe, celle qui lui rapporte le plus: le commerce des données individuelles.

SERGE QUOIDBACH

«**Q**uelque part dans les dix prochaines années, Facebook ne sera plus qu'une pièce de l'histoire, une pièce horrible, une pièce déprimante, une pièce qui aura disparu comme toutes ces activités écologiquement inacceptables.» Au téléphone, Eben Moglen a la voix haut perchée, mais l'élocution est froide et méthodique comme celle d'un général en guerre.

Le combat, ce professeur de droit à l'Université Columbia le mène contre le géant des réseaux sociaux, qu'il accuse tout simplement d'espionnage à grande échelle. «Facebook permet aux gens de, disons, rester en contact les uns avec les autres, en d'autres mots de s'espionner. Ce minuscule produit, qui permet à tout le monde de fouiner dans la vie des autres, cache une chose: que tout le monde partage en fait ses informations avec Lui, et que c'est ça le but du jeu.»

L'accusation a quelque chose d'effrayant. Facebook a une dimension tentaculaire dans le monde. Depuis sa création dans une chambre d'étudiant à Harvard, le site compte aujourd'hui 845 millions d'utilisateurs, 3,66 milliards de visites par jour, huit heures de connexion par mois en moyenne. La richesse de Facebook, ce ne sont pas ses utilisateurs (l'inscription est gratuite), mais ce qu'ils pensent. On y stocke tout, ses impressions, ses photos, ses amis, ses désirs. Notre vie privée est soigneusement rangée dans des banques de données, pour attirer une autre facette du réseau social: ses annonceurs.

C'est ce qu'on appelle du «data mining». Vous allez vous marier? Facebook le sait, et propose aux boutiques de mode, photographes et autres agences de voyage, de vous cibler. Vous aimez sortir entre amis? Les propositions de restaurants, cinémas, théâtres affluent de toutes parts. Vous allez emménager avec votre partenaire? Les panneaux photovoltaïques, les noms d'assureur, les vêtements pour bébé vont clignoter sur votre écran. Facebook est une interface géante entre l'économie et ses consommateurs.

C'est cette force de frappe qui lui donne l'aura stratosphérique du groupe. Pour sa prochaine entrée en Bourse, Facebook est valorisé à 100 milliards de dollars. Un chiffre qui donne le vertige. Par comparaison, Google s'est offert aux investisseurs en 2004 pour quatre fois moins. «La valeur supposée de Facebook, c'est la face cachée de ses activités réelles, continue Moglen. Cette couche de données est la plus belle mine d'or du 21^e siècle.»

Trois ans de vie privée

Un étudiant autrichien a vu un coin de la mine. Il est devenu, à 24 ans, la bête noire de Facebook. L'an dernier, Max Schrems a demandé au groupe de lui envoyer toutes les informations qu'il détenait sur lui. L'étudiant en droit s'appuie sur une loi irlandaise (Facebook Europe est basé à Dublin), qui oblige les réseaux sociaux à divulguer à leurs utilisateurs les données qu'ils ont sur leur compte s'ils leur en font la demande.

Quelques semaines plus tard, Facebook envoie un DVD dont Schrems tire 1.222 pages en format pdf. Amis, e-mails, messages, événements, trois ans de vie privée, rangée soigneusement en 57 catégories. À sa surprise, même les données qu'il avait effacées s'y trouvent. Avec deux amis, également utilisateurs de Facebook, il lance 22 plaintes contre l'entreprise auprès des autorités irlandaises et fonde un site europe-v-facebook.org. Depuis, 40.000 utilisateurs ont réclamé leurs données auprès du réseau social.

Secoués par l'ampleur médiatique que prend l'affaire, Facebook dépêche deux directeurs à Vienne et rencontre Schrems. La réunion a lieu à 13h30 le 6 février, au NH Hotel de l'aéroport. Elle dure 6 heures. «Ils nous ont dit qu'ils nous enverraient un suivi de nos discussions. Le suivi n'a pas fourni la moitié de ce qu'ils avaient promis, nous confie Max Schrems. La raison derrière tout cela, c'est qu'ils ont eux-mêmes peur de leurs propres argu-



Un jeune étudiant autrichien et les 1.222 pages d'informations que Facebook détient sur lui, dont certaines qu'il avait pourtant effacées. © DIETER NAGL/AFP

ments. J'ai demandé à Richard Allan (Directeur de la politique de Facebook Irlande, ndlr) pourquoi nous n'avions simplement pas leurs arguments contre les nôtres. La réponse était que le département juridique avait peur qu'on utilise ces arguments contre eux.»

Facebook traîne des pieds. Schrems passe à la vitesse supérieure. «Nous sommes en train de penser à introduire une plainte en violation de la loi sur la vie privée en Irlande parce qu'ils ne font pas respecter la loi, confie-t-il. Maintenant, on se bat non seulement contre Facebook, mais aussi contre la Data Protection Commission irlandaise qui devrait protéger les individus contre les grosses sociétés. C'est son boulot, mais

elle fait le contraire.»

Même les non-utilisateurs

Dans ses données, Schrems découvre également des e-mails d'internautes ne figurant pas parmi ses amis et n'ayant pas de compte sur Facebook. Via la fonction «friend finder», les utilisateurs Facebook peuvent se connecter au réseau avec leurs différents comptes e-mails. Ce qui permet à Facebook de démultiplier sa force de frappe en utilisant de nouveaux carnets d'adresse et en envoyant des sollicitations à ceux qui n'ont pas encore de compte. Mais refuser de s'inscrire sur le réseau social ne suffirait plus à éviter l'im-

mense machine à stocker. C'est ce qu'on appelle le «shadow profile».

Dans ses 22 arguments répertoriés sur son site, Schrems dénonce cette usurpation à laquelle Facebook répond: il existe dans l'e-mail de sollicitation un bouton «unsubscribe». Pas assez visible, dénonce Schrems. «Facebook dit qu'ils ne font pas de shadow profile, ajoute-t-il, qu'ils ne font que placer cette information dans un tableau. C'est ça leur réponse. Ils ont donc cette information, mais ils ne veulent pas qu'on l'appelle shadow profile (rires). C'est l'un des sujets sur lequel on va demander en Irlande de donner une décision formelle.»

Début mars, l'éveil de Schrems a porté ses fruits en Allemagne. Sollicitée par une association de défense des consommateurs, une cour de Berlin vient de rendre illégale l'application «friend finder». Le juge indique que Facebook n'informe pas suffisamment ses utilisateurs que toutes les adresses e-mails importées par l'application seraient utilisées pour les contacter.

Facebook bute-t-il contre la vie privée européenne? «C'est juste de la politique, rétorque Moglen. Facebook ne fait pas face à de sérieux problèmes en Europe, ce n'est pas possible. Le gouvernement des États-Unis protège ses «data miners» nord américains. Google et Facebook sont des actifs stratégiques. Ni Bruxelles, ni aucun procureur allemand sur la soi-disant vie privée, ni aucun fonctionnaire suisse n'aura aucun effet sur cette question. Et n'oubliez pas qu'il s'agit ici d'une industrie du 21^e siècle contre laquelle il n'y a aucun concurrent en Europe. Tout ce que fait la régulation européenne sur la vie privée, c'est assurer qu'il n'y aura jamais aucun concurrent européen à Google et Facebook.»

Facebook à terre

Ce que Schrems n'a jamais réussi à obtenir, ce sont les données de reconnaissance faciale le concernant. «Il ne pourra jamais les avoir, explique Cédric Laurant, juriste basé à Washington et à Bruxelles, spécialiste en protection de la vie privée. Leur argument est qu'ils considèrent cela comme un secret industriel. Ce n'est évidemment qu'une excuse.»

L'enjeu est énorme. C'est l'avenir sur lequel Facebook entend bâtir son avenir. Avec plus de 100 milliards de photos téléchargées sur son site, le groupe a une nouvelle mine encore largement inexploitée. Pour en apprendre un peu plus sur ces images, le site propose l'utilisation d'un «tag», qui colle une image à la photo, mais peut aussi mettre un nom sous un visage. Chaque fois qu'un utilisateur identifie quelqu'un, Facebook apprend un peu plus de ce à quoi ressemble la personne, dénoncent ses détracteurs. Quelle utilisation Facebook pourrait-il en faire?

Et Moglen de revenir à la charge. Avec force. «Les systèmes d'espionnage réels de notre monde, la NSA, la Défense intelligence agency, le FSB, la police secrète chinoise, la police secrète turque, le Mossad, ils font tous des affaires avec Facebook, et ils en feront encore davantage dans l'avenir.»

«C'est tout à fait possible, renchérit Cédric Laurant. Ça fait 14 ans que je travaille dans le domaine de la vie privée, dont 9 ans ici à Washington. Les liens entre les réseaux sociaux, Google, Facebook, et le FBI ou la police américaine sont avérés.» Laurant en veut pour preuve les accointances entre Google et la CIA, via le fonds d'investissement In-Q-Tel, qui ont défrayé la chronique en 2005. Ou encore les informations que la National Security Agency aurait obtenues de Google après la tentative de hacking par un informaticien chinois en 2010. «J'ai été récemment invité à un panel de discussion sur le sujet à Washington, continue Cédric Laurant. Il y avait deux représentants de Facebook. La seule chose qu'ils ont dite, c'est qu'ils n'avaient rien à dire. Ce qui a provoqué la risée de l'audience évidemment.»

Fondateur avec Richard Stallman de la Free Software Foundation, Moglen entend mettre Facebook à terre. «Ça prendra plus de douze mois, mais moins de 120 mois.» Son idée: lancer une plateforme alternative qui respecte les données individuelles, et «sucera» progressivement les clients de Facebook. «Mr Zuckerberg est le fondateur et le président en place de l'activité la plus horrible du 21^e siècle. Jusqu'à présent...»

«Mr Zuckerberg est le fondateur et le président en place de l'activité la plus horrible du 21^e siècle. Jusqu'à présent...»

EBEN MOGLEN
PROFESSEUR DE DROIT À L'UNIVERSITÉ COLUMBIA